

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE



Commission de la
fonction publique
du Québec

ASSEMBLÉE NATIONALE
REÇU

'95 AVR -7 15:06

COMMISSION DE LA
FONCTION PUBLIQUE

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

1995-1996

SECTION 1 - LA MISSION DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

La Commission de la fonction publique est un organisme constitué par la Loi sur la fonction publique et qui exerce, au nom de l'Assemblée nationale, une mission de surveillance sur certains aspects de la gestion des ressources humaines de la fonction publique.

Aux fins d'assurer l'indépendance nécessaire à la réalisation de sa mission, les membres de la Commission sont nommés par l'Assemblée nationale.

La réalisation de la mission de la Commission se concrétise par la production de divers services à l'égard de clientèles à la fois internes et externes à la fonction publique. La liste des produits et services de la Commission ainsi que les clientèles visées apparaît à la section 3 du présent document.

En regroupant sommairement ces clientèles, sans égard à leur rattachement à un ou plusieurs services, on peut les identifier ainsi:

- les membres de l'Assemblée nationale;
- les citoyens candidats à un emploi occasionnel ou régulier dans la fonction publique;
- les fonctionnaires affectés par diverses décisions prises à leur égard en application de la loi et des autres normes qui leur sont applicables;
- les gestionnaires des ministères et des organismes du gouvernement.

SECTION 2 - LES ENJEUX ET LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

La mise en oeuvre des principes de gestion énoncés à l'article 3 de la Loi sur la fonction publique requiert la contribution de divers intervenants provenant des ministères et organismes ainsi que d'instances centrales. C'est à ce titre (organisme central) que la Commission de la fonction publique est appelée à intervenir en regard de certains aspects de la gestion des ressources humaines, notamment:

- le respect du cadre normatif en matière de recrutement et de promotion des fonctionnaires;
- l'équité et l'impartialité des décisions prises en vertu de la loi et qui affectent les fonctionnaires.

À cette fin, la Commission a le mandat de réaliser des vérifications, des enquêtes et des études et de formuler aux diverses autorités compétentes (centralisées ou décentralisées) des recommandations susceptibles d'assurer concrètement la mise en oeuvre des principes de gestion évoqués précédemment.

La Commission fait rapport à l'Assemblée nationale de ses constatations et recommandations.

La Commission agit également à titre de tribunal d'appel à l'égard de décisions administratives et disciplinaires ainsi qu'en matière de promotion. Elle contribue ainsi, par ses décisions et par d'autres types d'intervention, à la solution de litiges mettant en cause le Gouvernement et certains de ses employés.

La réalisation de cette mission confiée à la Commission implique nécessairement qu'elle réponde d'une façon adéquate aux besoins de ses clientèles en exerçant une présence active et utile (vérifications, enquêtes, information, recommandations) dans les ministères et organismes et, d'autre part, en contribuant à une solution juste et rapide des litiges qui lui sont soumis à titre de tribunal d'appel.

Au cours de l'année 1993-1994, la Commission avait entrepris une revue de sa mission, de ses objectifs, de ses valeurs référentielles et de ses modes d'opération.

Cela lui a permis d'établir des orientations stratégiques utiles aux fins de la préparation du budget des dépenses 1995-1996 et des années subséquentes.

Ces orientations tiennent compte d'une réalité fondamentale selon laquelle la Commission a l'obligation de répondre d'une façon adéquate aux mandats qui lui sont confiés d'une façon statutaire, notamment aux articles 33, 35 et 115 de la Loi sur la fonction publique. Cela signifie en conséquence que les produits et services identifiés à la section 3 du document ne sauraient être abandonnés sans que la Commission ne manque aux obligations que la loi lui impose.

Il s'ensuit que les orientations prises par la Commission sont établies en fonction d'une productivité accrue dans la façon d'assumer les obligations que la loi lui impose. Ces orientations tiennent compte également de son profil budgétaire et impliquent que tout effort budgétaire requis est désormais entièrement imputé au budget salarial. Cette situation s'explique par le fait que les efforts budgétaires antérieurs ont été imputés largement au budget de fonctionnement et qu'il ne reste là maintenant que des ressources de base limitées après une compression de 34 %.

C'est dans ce contexte que la Commission a identifié un ensemble de mesures visant à accroître sa productivité, la qualité des services à sa clientèle et sa visibilité dans le milieu de la gestion des ressources humaines.

Concrètement, la Commission a retenu les moyens suivants:

- une augmentation du nombre d'appels portés au rôle d'audition;
- la mise à la disposition des parties à certains litiges d'un support de médiation;
- l'établissement d'une nouvelle approche en matière de vérification et d'enquêtes;
- la mise au point et la diffusion d'un document énonçant ses valeurs référentielles;
- l'adoption d'une politique de communication;
- la revue systématique de ses produits et services ainsi que des coûts afférents.

SECTION 3 - LISTE DES PRODUITS ET SERVICES ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

PRODUITS/SERVICE	INDICATEURS DE PERFORMANCE
1. Solution des litiges émanant de l'exercice du droit d'appel conféré aux fonctionnaires en diverses matières (Commission et Comité d'appel)	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de dossiers fermés (solution apportée au litige) <ul style="list-style-type: none"> • par voie de décision • par voie de médiation • par une autre voie de solution - Nombre de dossiers portés au rôle d'audition et fermés - Délais de traitement des dossiers
2. Solution des litiges émanant des requêtes ou plaintes soumises en vertu de l'article 115 de la Loi sur la fonction publique	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de dossiers d'enquête fermés (solution apportée au litige) - Nombre de recommandations suivies - Délais de traitement des dossiers
3. Respect de la loi, de ses règlements et de ses directives en matière de recrutement et de promotion des fonctionnaires	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de mandats de vérification complétés - Nombre d'études ou d'analyse réalisées - Accroissement du nombre de situations vérifiées pour lesquelles les normes pertinentes ont été observées (diminution de la «délinquance»)
4. Information sur l'application de la Loi sur la fonction publique, ses règlements, ses directives et ses politiques ainsi que sur les recours qui en découlent	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports produits à l'Assemblée nationale - Publications diffusées à l'intention des diverses clientèles (incluant présence de documents de la Commission dans des banques informatisées) - Participation de la Commission à diverses activités de formation ou d'information (nombre de participations, diversité des milieux rejoints par ces activités) - Nombre de demande de renseignements traitées
5. Avis au Conseil du trésor en application de l'article 83 de la Loi sur la fonction publique	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'avis formulés - Nombre de recommandations suivies

SECTION 4 - INTRODUCTION AU PLAN DE DÉPENSE

En tenant compte du contexte décrit précédemment, le respect du plafond de dépenses prévu pour l'année 1995-1996 implique concrètement les actions suivantes:

- mise à la retraite et non remplacement d'un cadre supérieur au 1^{er} avril 1995;
- mise en disponibilité de deux employés du niveau professionnel.

Sur un horizon de trois ans, le respect du plafond de dépenses implique le départ, au cours des années 1996-1997 et 1997-1998, de trois autres employés de niveau professionnel ou cadre. Ce qui totalise pour les trois années visées par le plan le départ de six employés du niveau professionnel ou cadre, c'est-à-dire une compression de l'effectif de l'ordre de 17 % comparativement à l'effectif autorisé au 1^{er} avril 1995.

SECTION 5 - INFORMATIONS PAR PROGRAMMES

Voir les sections 1 à 4.

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

PROGRAMMES (000 \$)	1995-1996		1994-1995		
	Crédits (1)	Variation (2) = (1)-(3)	Dépenses (3)	Variation (4) = (3)-(5)	Crédits (5)
1. COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	2 097,6	109,1	2 206,7	81,0	2 287,7
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					
8.					
9.					
Total excluant prêts, placements et avances	2 097,6	109,1	2 206,7	81,0	2 287,7
Prêts, placements et avances					
Total incluant prêts, placements et avances	2 097,6	109,1	2 206,7	81,0	2 287,7
Effectif autorisé (ETC)	36				36



COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DOSSIERS SUSCEPTIBLES DE FAIRE L'OBJET
DE QUESTIONS LORS DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS

1. Commission des normes du travail

Enquête réalisée l'an dernier sur divers mouvements de personnel;
Recommandations formulées par la Commission;
Dossier présentement en suivi;
Résultats connus en avril.

2. Régie du gaz naturel

Enquête en cours sur l'ensemble de la gestion des ressources humaines dans cet organisme;
Travaux débutés en mars;
Résultats prévus pour fin avril - début mai.

3. Ministère de la Sécurité publique

Enquête sur la gestion des emplois occasionnels à la Direction générale de la protection civile;
Travaux en cours;
Seconde intervention sur la même question, à la même direction, au cours des dernières années.

4. L'exclusivité de services (employés professionnels)

Cette règle applicable aux employés professionnels est contestée parce que discriminatoire;
Cette question a été traitée au comité de travail sur l'allègement du cadre normatif;
La Commission examine la question et formulera des recommandations prochainement.

5. Les secrétaires de juges

Leur classification et leur traitement sont contestés depuis plusieurs années;
Projet de classification prêt au Secrétariat du Conseil du trésor;
Dossier en attente à la demande du ministère de la Justice.

Québec, le 5 avril 1995

8, rue Cook
4e étage
QUÉBEC (Québec)
G1R 5J8



ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

1- Organigramme de la Commission de la fonction publique:

Voir annexe 1.

2- Liste des publications régulières de la Commission de la fonction publique:

- Document: INTÉGRITÉ ET COMPÉTENCE
- Tirage: 5000
- Coût: 8375,00 \$
- Distribution: Gouvernementale
- Imprimeur: Le Roy-Audy

3- Liste des voyages hors Québec depuis le 1er avril 1994:

S/O

4- Liste des dépenses en publicité:

S/O

5- Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1994-1995 à la demande de la Commission de la fonction publique:

S/O

6- Liste des études commandées durant l'exercice financier 1994-1995 à la demande du ministère ou de l'organisme:

S/O

7- Liste des contrats de moins de 25 000\$ octroyés par la Commission de la fonction publique du 1er avril 1994 au 31 mars 1995:

M. Harold Hutchison, président des Comités d'appel dans les dossiers suivants:

- Dossier de M. Raymond Tremblay
N/R : 07-949001610 960.00 \$
- Dossier de M^e René Napert
N/R : 07-91-001059 440.00 \$

- Les dossiers de:
Mme Diane Amyot
N/R : 07-95-001647
M. Michel Léonard
N/R : 07-95-001648
M. Martin Jacques
N/R : 07-95-001649 1 560.00 \$
- Dossier de M. Christian Gauthier
N/R : 13-92-001266 280.08 \$

Kronstöm, Desjardins avocats dans les dossiers suivants:

- Dossier de M. René Lacroix
N/R : 21398-17 1 853.59 \$
- Dossier de M. Roger Boulard
N/R : 21398-15 1 962.67 \$
- Dossier de la C.S.S.T.
N/R : 21398-8 4 267.11 \$
- Dossier de M. Émilien Brochu
N/R : 21398-16 1 109.93 \$

Me Louis Borgeat

- Avis juridique 2 400.00 \$

CPU SERVICES certificat de support
en micro-informatique et réseau 2 000.00 \$

Les plantes UNIVERT INC. entretien
des plantes de bureau 420.00 \$

- 8- Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 1994, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat:

S/O

- 9- Le montant global, pour l'année 1994-1995, des dépenses suivantes:

- Frais de photocopie 1 936.44 \$
- Frais de téléphonie 15 152.00 \$
- Frais de télécopie 614.00 \$
- Frais de transport, d'hébergement et de repas 24 455.00 \$
- Congrès, colloques et perfectionnement
 - o au Québec 10 504.00 \$
 - o à l'extérieur du Québec 0.00 \$

- 10- Pour la Commission de la fonction publique, combien de personnes dont la cotisation fut payée en 1994-95 par l'employeur, sont membres de clubs privés et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations?

S/O

- 11- Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées et de communautés culturelles de la Commission de la fonction publique pour chaque catégorie d'emplois pour 1994-1995:

PERSONNEL MASCULIN	1994-1995	%
• Hors cadres et cadres	9	24
• Professionnels	12	33
• Fonctionnaires	2	5
PERSONNEL FÉMININ	1994-1995	%
• Hors cadres et cadres	1	3
• Professionnels	3	8
• Fonctionnaires	10	27
PERSONNEL HANDICAPÉ	1994-1995	
• Hors cadres et cadres	1	
• Professionnels	1	
• Fonctionnaires	1	
COMMUNAUTÉ CULTURELLE	1994-1995	
	0	

- 12- À chacun des mois des deux derniers exercices budgétaires (1993-1994 et 1994-1995) pour la Commission de la fonction publique:

- a) Nombre de jours total de congé de maladie pris par le personnel:

	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS	TOTAL
1994-1995	13,5	13	18	23	15	18	10,5	18,5	6,5	17,5	25,5	0,5	179,5

- b) Nombre d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel:

1994-1995	AVRIL À AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE À MARS	TOTAL
NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	0	8,5	16	0	24,5
PAYÉES	0	0	7	0	7 (187,08 \$)
COMPENSÉES	0	8,5	9	0	17,5

- c) Nombre de jours de vacances total pris par le personnel:

	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS	TOTAL
1994-1995	18,5	38,5	81,5	222	218	44	22	12,5	48,5	59	23	17,5	805

13- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour l'exercice budgétaire depuis 1989-1990:

- a) Évolution des effectifs par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau):**

1994-1995

• HORS CADRE	4
• CADRES SUPÉRIEURS	5
• CADRE INTERMÉDIAIRE	1
• PROFESSIONNELS	15
• TECHNICIENS	5
• PERSONNEL DE BUREAU	7

- b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir:**

Aucun employé n'a bénéficié d'un traitement additionnel en 1994-1995.

- c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie:**

Aucun employé n'a bénéficié d'un traitement supérieur à celui normalement prévu en 1994-1995.

- d) Nombre de postes par catégorie d'emploi:**

1994-1995

• HORS CADRE	5
• CADRES SUPÉRIEURS	5
• CADRE INTERMÉDIAIRE	1
• PROFESSIONNELS	15
• TECHNICIENS	5
• PERSONNEL DE BUREAU	8
TOTAL	39

- e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires:**

S/O

- f) Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels:**

1994-1995

• OCCASIONNELS	1
• TEMPORAIRES	1
• CONTRACTUELS	0

- 14- Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1994-1995 qui louent des espaces:

S/O

- 15- La liste des contrats attribués en 1994-1995 à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques:

- Telbec
Communiqué de presse 35.00 \$

- 16- La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1994-1995:

S/O

- 17- a) Liste du personnel du cabinet du ministre en 1994-1995:

S/O

- b) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1994-1995:

S/O

- c) Le nombre total d'employés au cabinet:

S/O

- 18- a) Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1994-1995:

S/O

- b) Le montant total des salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle pour l'exercice 1994-1995:

S/O

- c) Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle:

S/O

- 19- Liste des subventions données en 1994-1995 à même le budget discrétionnaire du ministre:

S/O

- 20- Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 1994-1995:

Programme 02 Élément 01
99 000,00 \$

- 21- La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1994-1995 dans le cadre des divers programmes à frais partagés:

S/O

- 22- La liste des subventions versées à même le budget discrétionnaire de la Commission de la fonction publique pour l'année 1994-1995:

S/O

- 23- Bilan à jour des mesures contenues dans le Plan stratégique du Grand Montréal relevant de la Commission de la fonction publique sous sa juridiction:

S/O

- 24- Liste des membres du personnel permanent, occasionnel, temporaire ou contractuel qui ont siégé comme commissaire ou travaillé aux commissions régionales itinérantes sur la souveraineté:

S/O

- 25- Liste du personnel libéré pour les négociations à venir dans la fonction publique:

S/O

- 26- La liste du personnel rémunéré par la Commission de la fonction publique qui n'occupe aucun poste dans cet organisme:

S/O

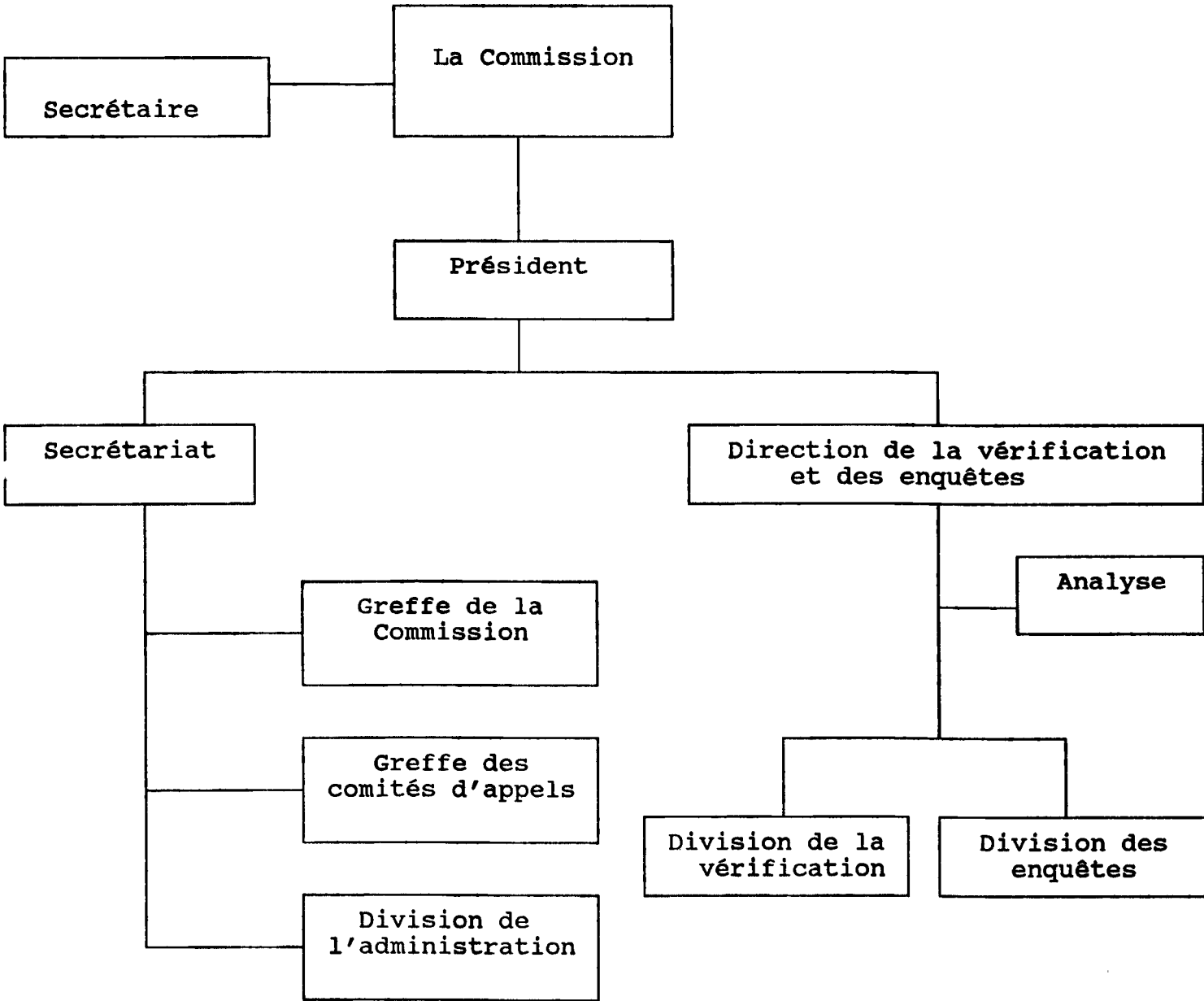
- 27- La liste du personnel rémunéré par la Commission de la fonction publique et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres:

S/O

- 28- Liste des cadres et hauts fonctionnaires (adm. d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied:

S/O

ORGANIGRAMME DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE



ASSEMBLEE NATIONALE
REQU

'95 AVR -7 15:06